

CONSEIL MUNICIPAL DU 26 juin 2019

MEMBRES PRESENTS 8:

Mmes N. Aubin, H. Fossat, N Zekryty
Mrs. R. Billot, F. Bouyssou, JM Duleau, R. Godfroy, JL Pion

MEMBRES ABSENTS : 3

Excusé : JP Landa (pouvoir JL Pion)

Non Excusées : L. Bouyou, C. Vignaud

SECRETAIRE DE SEANCE : N. Zekryty

- Approbation du compte rendu du conseil municipal du 16 mai 2019

Le compte rendu du 16 mai 2019 est approuvé.

Votants	9	8+1 pouvoir
Pour	8	
Contre	0	
Abstention	1	R Godfroy

- 2019-06-37: DECISION MODIFICATIVE N° 1 Budget M14 2019

Madame La Maire informe les membres du conseil municipal que le montant saisi pour l'excédent antérieur de fonctionnement de 2018 reporté sur l'article 002 Recettes de fonctionnement du budget 2019 est erroné.

La somme inscrite est de 406 016,90€ alors que le montant exact qui aurait dû être inscrit est de 406 016,49€. Il convient donc de le rectifier.

Madame La Maire propose aux membres du conseil municipal

De diminuer la recette du compte 002 de fonctionnement de 0,41€

De diminuer la dépense de fonctionnement du compte 61 5221 de 0,41€

D'équilibrer les dépenses et recettes selon le tableau suivant :

Désignation		Diminution des crédits	Augmentation des crédits
R 002 Excédent antérieur reporté de fonctionnement		0,41€	
D 615221: Dépenses de fonctionnement bâtiments publics		0,41€	

Après délibération, les membres du conseil municipal

- valident les mouvements de crédits proposés

votants	9	8+1 pouvoir	Délibération 2019-06-37
Pour	9		
Contre	0		
Abstention	0		

- 2019-06-38 : Demande de subvention Travaux école

Madame La Maire informe les membres du conseil municipal que la commission bâtiments a travaillé sur un projet de travaux dans l'école communale afin d'améliorer le confort des enfants et des enseignants ainsi que la performance énergétique du chauffage. Ces travaux consistent

- au remplacement des deux chaudières au gaz anciennes par une seule chaudière à condensation à haut rendement. Ces travaux programmés répondent aux préconisations faites par le SDEEG dans le cadre du diagnostic énergétique effectué sur tous les bâtiments communaux (dispositif ECOBAT) :

- à l'isolation et à la réfection des sanitaires enfants, actuellement ouverts sur la cour, sans fermeture ni isolation. Il est prévu de fermer le sas, l'isoler, installer des radiateurs et de remplacer les urinoirs en mauvais état. Ces derniers travaux seront exécutés en régie par un agent qualifié de la commune et peuvent bénéficier de subvention.

Madame la Maire demande aux membres du conseil municipal de l'autoriser à déposer une demande de subvention auprès des organismes et notamment le conseil Départemental, selon le plan de financement suivant :

Dépenses		Recettes	
Chauffage	13 688,20 €	Autofinancement	13 438,54 €
Sanitaires	5 509,72 €	Subvention CD33	9 598,96 €
Total H.T. :	19 192,92 €		
T.V.A. :	3 839,58 €		
Total T.T.C. :	23 037,50 €	Total T.T.C. :	23 037,50 €

Après délibération, les membres du conseil municipal
-autorisent Mme La Maire à solliciter les demandes de subvention auprès des organismes compétents et signer tous les documents afférents à ces dossiers.

Votants	9	8+1 pouvoir	Délibération 2019-06-38
Pour	7		
Contre	2	JL Pion pour lui-même et pour JP Landa dont il a le pouvoir	
Abstention	0		

Monsieur Pion vote contre car il n'est pas d'accord pour changer les deux chaudières Une est encore en état de fonctionner

- 2019-06-39 : PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL (P.L.U.i) – AVIS SUR LE PROJET ARRÊTÉ

Monsieur Pion signale quelques erreurs dans les réseaux, sur les hauteurs des constructions en zone A (9 mètres sur le descriptif, 3,50m sur le tableau récapitulatif) qui risquent de poser problèmes aux viticulteurs qui voudraient garer leurs engins comme les machines à vendanger.

Nathalie Aubin précise qu'il est demandé de valider le document actuel. Elle l'encourage à signaler ses remarques en tant que viticulteur sur le registre qui sera mis à disposition dans les communes lors de l'enquête publique.

La Maire précise qu'elle a ajouté des remarques à la fin de la délibération concernant les aménagements publics et d'habitat au Grand Chemin pour modification de l'OAP.

Délibération

1- Préambule explicatif

Madame la Maire explique que l'objet de la présente délibération est de donner un avis sur le projet de PLUi tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire de la communauté de communes du Créonnais le 21 mai 2019.

L'arrêt du PLUi précède la consultation des personnes publiques associées (PPA) et la consultation de la population par la mise en œuvre de la procédure d'enquête publique.

2- Rappel des objectifs du PLUi :

Madame la Maire rappelle que le Conseil Communautaire a prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) par délibération n°30.05.15 du 19 mai 2015.

Les objectifs du PLUi ont par la suite été précisés par délibération n°02.01.16 en date du 26 janvier 2016. Pour rappel, ces objectifs sont les suivants :

Développement : Permettre un développement démographique équilibré du Créonnais par un gain de l'ordre de +2 600 habitants (+1% par an) à l'horizon 2030, conformément au SCoT de l'aire métropolitaine bordelaise.

Habitat et environnement : Développer une offre diversifiée et mixte de logements, notamment en faveur du logement aidé et social (location et accession à la propriété). Résorber la vacance, l'habitat indigne et insalubre en particulier dans le parc ancien. Encourager les formes urbaines et architecturales innovantes, vertueuses et économes en énergie par des dispositifs réglementaires incitatifs. Une attention particulière sera portée à l'intégration paysagère des espaces dédiés à la production d'énergies renouvelables (photovoltaïque, géothermie, biomasse).

Affirmation des centralités : Affirmer le rôle de centralité des centre-bourgs, en particulier du pôle local que constitue Créon, afin de limiter l'étalement urbain par le comblement des dents creuses et par la reconquête des logements et commerces vacants. Envisager le développement du site accueillant la gendarmerie.

Déplacements : Améliorer les déplacements en favorisant les modes respectueux de l'environnement, en développant le maillage cyclable entre les communes de la CCC et vers la métropole (à partir de la piste Lapébie). Planter de nouvelles aires de covoiturage. Favoriser les déplacements pédestres, en particulier autour des centres-bourgs. Résorber les nœuds d'engorgement automobile (Créon, La Sauve Majeure...) en favorisant le développement des transports en commun par des aménagements spécifiques de voiries, des emplacements réservés pour créer des arrêts de bus, dans l'optique d'intégrer des lignes supplémentaires. Préparer la piste Lapébie et ses abords afin qu'elle puisse accueillir des modalités de transport en commun respectueux de l'environnement et des aménagements permettant l'intermodalité et le stationnement.

Patrimoine : Afin de transmettre et faire vivre la mémoire du territoire, recenser et préserver le patrimoine architectural en particulier la bastide de Créon et l'architecture vernaculaire (maisons girondines, cabanes de bordier, maisons de vigneron, coucoutes...) ainsi que le patrimoine naturel et paysager (abords de la Pimpine et du Gestas notamment) grâce à des dispositions réglementaires venant compléter les protections existantes.

Équipements, services et loisirs : Adapter les services à la population à destination de tous âges en prévoyant des réserves foncières pour des zones ayant vocation à accueillir des équipements d'intérêt collectif.

Tourisme : Aménager et développer les zones de loisirs, l'activité touristique et les chemins de randonnées, notamment en lien avec la piste cyclable Lapébie ou le patrimoine remarquable de la CCC et faciliter l'implantation d'hébergements notamment en lien avec l'activité agricole et l'œnotourisme.

Eau : Réaliser un volet eau garantissant la préservation de la ressource dans toutes ses dimensions : respect des équilibres hydrauliques, des espaces naturels inondables et des paysages qui les composent en respectant les trames vertes et bleues ; prévention contre les inondations en veillant à la non constructibilité des zones inondables non recensées par les PPRI en s'appuyant sur la connaissance du territoire par les populations locales, en régulant l'artificialisation des sols et les rejets d'eaux pluviales.

Économie : Maintenir, soutenir et développer l'activité économique de proximité en densifiant les zones existantes, en privilégiant le développement des commerces en centre-bourg tout en optimisant les zones d'activités périphériques de Créon, La Sauve et Sadirac.

3- Association des personnes publiques associées (PPA) et des partenaires à l'élaboration du projet de PLUi

L'ensemble des communes, les PPA et les différents partenaires ont été associés à l'élaboration du PLUi tout au long de la procédure.

La délibération de prescription leur a été notifiée le 6 août 2015.

Par délibération en date du 21 mai 2019, le conseil communautaire a tiré le bilan de la concertation en application de l'article L.300-2 du code de l'urbanisme et a arrêté le projet de PLUi en application de l'article L.153-14 du code de l'urbanisme.

Le projet de PLUi arrêté a été notifié, pour avis, aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.153-15 et suivants du code de l'urbanisme.

Ainsi, la commune de Haux a reçu un exemplaire papier du projet de PLUi le 21 mai 2019.

4- Présentation du projet de PLUi

Le projet de PLUi comprend :

- Un rapport de présentation,
- Un projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD),
- Des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP),
- Un règlement écrit et des documents graphiques dont des plans de zonage,
- Des annexes.

Lancée en septembre 2015, l'élaboration du PLUi a permis de travailler :

- Sur un état des lieux du Créonnais notamment sur les thématiques suivantes : dynamiques socio-économiques, habitat, urbanisme, foncier, patrimoine, agriculture, environnement, eau et mobilité ;
- Sur la définition des grandes orientations politiques suivantes, retranscrites dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLUi :

1. Inscrire l'accueil de nouvelles populations dans un futur maîtrisé

1.1 Poursuivre la croissance démographique du Créonnais et mettre en place des leviers pour répondre aux objectifs ambitieux de la collectivité

- 1.2 Organiser une armature du pays créonnais pour décliner des offres d'habitats variés et répondant aux besoins présents et futurs
- 1.3 La revitalisation des centres-bourgs : principe capital du parti d'aménagement communautaire
- 1.4 Favoriser la production de logements dans une logique de développement territorial structuré et hiérarchisé
- 1.5 Diversifier l'offre de logements (segments de marché) pour accompagner les habitants actuels et à venir dans leurs parcours de vie
- 1.6 Garantir les bonnes conditions d'habitation au sein du parc existant et favoriser le renouvellement urbain
- 1.7 Fluidifier les parcours résidentiels des ménages en difficulté et/ou présentant des besoins en logement spécifiques
- 1.8 Conforter les équipements existants, développer ceux nécessaires aux projets d'accueil des habitants et des entreprises
- 1.9 Limiter la consommation des espaces agricoles et naturels
2. Renforcer l'identité du Créonnais en préservant ses composantes patrimoniales
- 2.1 Protéger et valoriser le capital environnemental du Créonnais via la trame verte et bleue (TVB)
- 2.2 Placer l'eau au cœur du parti d'aménagement
- 2.3 Valoriser les qualités paysagères et patrimoniales pour organiser un cadre de vie de qualité
3. Développer l'économie locale : conforter le potentiel endogène et valoriser les opportunités d'accueil
- 3.1 Préserver la qualité et le potentiel des espaces agricoles et forestiers
- 3.2 Conforter le rôle économique complémentaire du Créonnais vis à vis des territoires voisins
- 3.3 Soutenir le développement d'une économie résidentielle et présente
- 3.4 Améliorer la gestion des flux de circulation interne et externe pour faire face à l'accroissement des véhicules accueillis et s'attacher à conforter les déplacements doux
- 3.5 Développer l'offre numérique pour tous, outil d'insertion et de cohésion sociale

Le PADD a été débattu deux fois en conseil communautaire le 10 janvier 2017 et le 17 juillet 2018 ainsi que par le conseil municipal de Haux le 16 mars 2017 et le 30 août 2018.

- Sur la traduction réglementaire de ces orientations politiques retranscrites dans le plan de zonage, les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) et le règlement écrit du PLUi.
- La traduction des orientations du PADD a conduit à proposer un dispositif réglementaire qui comporte les éléments suivants :
 - Un plan de zonage qui délimite 11 zones urbaines (U), 8 zones à urbaniser (AU), 6 zones agricoles (A) et 10 zones naturelles et forestières (N).
 - La délimitation de ces zones s'appuie d'une part sur la réalité de l'occupation et de l'usage des secteurs et d'autre part sur les objectifs d'évolution, de préservation et de mise en œuvre de projets tels que les définissent les orientations du PADD complétées par les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP). Les OAP permettent de définir les grands principes d'aménagement pour l'ensemble des zones 1AU en fonction des voiries et cheminements à créer, de l'implantation future du bâti, des éléments de patrimoine à préserver et des aménagements spécifiques à prévoir (exemple des bandes tampon à créer au contact des zones agricoles). Les OAP des zones 2AU permettent de donner un cadre à l'aménagement à long terme de ces secteurs dès lors que les conditions sont réunies pour leur urbanisation, et en particulier le raccordement aux réseaux.
 - Un règlement écrit est structuré selon 3 grands axes :
 - o Destination des constructions, usages des sols et natures d'activités ;
 - o Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère ;
 - o Équipements et réseaux.

Le règlement précise notamment les occupations et usages du sol autorisés ou interdits, les conditions de raccordement aux réseaux, l'implantation des futures constructions, leur hauteur ou encore leur futur aspect extérieur.

5- Proposition de Madame la Maire

Après cet exposé, Madame la Maire propose au conseil municipal d'émettre un avis favorable au projet de PLUi arrêté par le conseil communautaire de la communauté de communes du Créonnais.

Elle précise que suite aux réunions de travail sur l'Habitat participatif lors desquelles ont été élaborés le programme de l'habitat proprement dit ainsi que les préconisations émises par les Hauxois.e.s et les futur.e.s habitant.e.s présent.e.s sur l'aménagement des espaces publics et de la salle culturelle, les accès aux parcelles de l'OAP « Haux – Grand Chemin » devront être modifiés. Ces modifications seront inscrites par la commune lors de l'enquête publique.

6- Délibération proprement dite

Ceci étant exposé il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir si tel est votre avis, adopter les termes de la délibération suivante :

- Vu** la loi Solidarité et Renouvellement Urbain n°2000-1208 du 13 décembre 2000,
Vu la loi Urbanisme et Habitat n°2003-590 du 2 juillet 2003,
Vu la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement,
Vu les dispositions de la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et le code du Patrimoine,
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 101-1 à L. 101-3, L103-2 à L. 103-6, L. 132-1 à L. 132-4, L. 151-1 et suivants, L. 152-1 et suivants, L. 153-1 et suivants, L. 153-1 et suivants, R. 132-1 et suivants, L. 300-2 et R.123-1 et suivants ;
Vu le Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) de l'Aire métropolitaine bordelaise approuvé le 13 février 2014 et modifié le 2 décembre 2016,
Vu la délibération du Conseil communautaire n°68.10.14 en date du 21 octobre 2014 relative à la compétence « Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu, carte »,
Vu la Délibération du Conseil communautaire n°30.05.15 du 19 mai 2015 prescrivant l'élaboration du PLUi et arrêtant les modalités de la concertation,
Vu la délibération du Conseil communautaire n°02.01.16 du 26 janvier 2016 précisant les objectifs poursuivis par le PLUi,
Vu la délibération du Conseil communautaire n°39.06.17 du 13 juin 2017 actant le choix de l'application des nouvelles dispositions du code de l'urbanisme,
Vu la délibération du Conseil communautaire n°10.01.17 du 10 janvier 2017 portant débat sur les orientations générales du PADD,
Vu la délibération du Conseil communautaire n°50.07.18 du 17 juillet 2018 actant le second débat sur les orientations générales du PADD,
Vu les délibérations du Conseil municipal de la commune de Haux en date du 16 mars 2017 et 30 août 2018 actant le débat sur les orientations générales du PADD en application de l'article L. 153-12 du code de l'urbanisme,
Vu la délibération du Conseil communautaire n°31.05.19 en date du 21 mai 2019 portant bilan de la concertation et arrêt du PLUi,
Vu le dossier complet du PLUi tel qu'annexé à la présente délibération comprenant :
- Un rapport de présentation,
 - Un Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD),
 - Des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP),
 - Un règlement écrit et des documents graphiques dont le plan de zonage,
 - Des annexes ;

Le Conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de Madame la Maire et après en avoir délibéré à la majorité des membres présents ou représentés :

- Emet un avis favorable au projet arrêté de PLUi du Créonnais.
- Madame La maire précise que suite aux réunions de travail sur l'Habitat participatif lors desquelles ont été élaborés le programme de l'habitat proprement dit ainsi que les préconisations émises par les Hauxois.e.s et les futur.e.s habitant.e.s présent.e.s, sur l'aménagement des espaces publics et de la salle culturelle, les accès aux parcelles de l'OAP « Haux – Grand Chemin » devront être modifiés. Ces modifications seront aussi inscrites par la commune dans le registre lors de l'enquête publique.

Votants		8+1pouvoir	Délibération 2019-06-39
Pour	9	5	
Contre	2	JL Pion pour lui-même et pour JP Landa dont il a le pouvoir	
Abstention	2	F Bouyssou, R Godfroy	

- 2019-06-40 : GOUVERNANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE 2020-2026 SUITE AU RENOUELEMENT DES CONSEILS MUNICIPAUX DE 2020

1- Préambule explicatif

Référence Réglementaire

Le VII de l'article L. 5211-6-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) dispose que « *Au plus tard le 31 août de l'année précédant celle du renouvellement général des conseils municipaux, il est procédé aux opérations prévues aux I, IV et VI. Au regard des délibérations sur le nombre et la répartition des sièges prévues aux I et VI et de la population municipale authentifiée par le plus récent décret publié en application de l'article 156 de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 précitée, le nombre total de sièges que comptera l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ainsi que celui attribué à chaque commune membre lors du prochain renouvellement général des conseils municipaux est constaté par arrêté du représentant de l'Etat dans le département lorsque les communes font partie du même département ou par arrêté conjoint des représentants de l'Etat dans les départements concernés dans le cas contraire, au plus tard le 31 octobre de l'année précédant celle du renouvellement général des conseils municipaux* ».

Application de la réglementation

A la suite des élections municipales, dans un an, les nouveaux conseils communautaires se réuniront. Mais leur composition doit être définie dès à présent : en effet, les EPCI doivent décider avant le 31 août 2019 du nombre et de la répartition des sièges de leur futur conseil communautaire, qui devront ensuite être validés par arrêté préfectoral avant le 31 octobre 2019.

Les possibilités de décision pour la composition du Conseil Communautaire

Il existe deux possibilités pour décider de la composition du futur EPCI : soit en suivant les règles de droit commun ; soit en y dérogeant par un accord local – tel que l'a fixé la loi du 9 mars 2015. Cette loi a fait l'objet de plusieurs décisions du Conseil constitutionnel et ses dispositions sont très encadrées.

Le droit commun

En application des règles de droit commun et en l'absence de tout accord local valide adopté dans les délais prévus par la loi, le conseil communautaire est recomposé en partant d'un effectif de référence défini au III de l'article L. 5211-6-1 du CGCT par rapport à la population de l'EPCI.

INSEE 2018	Populations légales 2016 avec Entrée en vigueur 01/01/2019	Nombre de délégués communautaires si application droit commun
NOM DE LA COMMUNE	Population municipale	
BARON	1 155	2
BLESIGNAC	309	1
CAMIA ET SAINT DENIS	362	1
CAPIAN	712	1
CREON	4 637	9
CURSAN	645	1
HAUX	827	1
LA SAUVE MAJEURE	1 458	2
LE POUT	596	1
LOUPES	775	1
MADIRAC	235	1
SADIRAC	4 157	8
ST GENES DE LOMBAUD	395	1
ST LEON	341	1
VILLENAVE DE RIONS	315	1
TOTAL	16 919	32

Les accords locaux

La composition de l'organe délibérant d'un EPCI peut aussi résulter d'un accord local.

Celui-ci doit, dans tous les cas, être adopté par au moins « la moitié des conseils municipaux regroupant les deux tiers de la population locale de l'EPCI ou par les deux tiers des conseils municipaux regroupant la moitié de cette population totale ».

Cette majorité doit également comprendre « le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population totale des communes membres ».

Règle pour la CCC :

La moitié des CM : $15 : 2 = 8$ communes regroupant les $2/3$ de la population = $16\,919 \times 2/3 = 11\,280$ habitants
Ou

Les $2/3$ des communes : $15 \times 2/3 = 10$ communes regroupant la $1/2$ de la population : $16\,919/2 = 8\,460$ habitants

NB : cette majorité doit comprendre Créon car sa population est supérieure au $1/4$ de la population totale

Rappel du contexte actuel :

Mme La Maire rappelle que la composition actuelle du Conseil Communautaire résulte d'un accord local. Le nombre de 39 conseillers communautaires a été retenu et validé par le Préfet.

Le nombre de conseillers communautaires sera de 32 si le droit commun s'applique.

A défaut de délibérations concordantes dans le délai précité en faveur d'un accord local, la composition du conseil communautaire sera fixée par arrêté suivant des modalités de droit commun prévues au II à V de l'article L. 5211-6-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), c'est-à-dire à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne.

18 accords locaux sont envisageables (tableau en annexe)

2- Contexte réglementaire

Vu la Loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L5211-6-1, L5211-6-2 et R 5211-1-2

3- Proposition de Mme La Maire

Madame La Maire propose au conseil municipal de se prononcer sur le nombre et la répartition des conseillers communautaires avec effectivité pour la période 2020-2026 et d'adopter un des 18 accords locaux.

Madame La Maire rappelle qu'à défaut de délibérations concordantes des Conseils Municipaux dans le délai précité en faveur d'un accord local, la composition du conseil communautaire sera fixée par arrêté préfectoral suivant des modalités de droit commun.

Madame La Maire précise que lors du Bureau Communautaire du 7 mai 2019, un consensus s'est dégagé pour l'adoption de l'accord local n°04 portant le nombre de conseillers communautaires à 39 répartis comme suit.

	Population retenue au 1 ^{er} janvier 2019 (population légale 2016)	Nbre de conseillers – droit commun – 32 sièges 2020-2026	Nbre de conseillers actuels	ACCORD LOCAL N°04
CREON	4 637	9	9	9
SADIRAC	4 157	8	8	8
LA SAUVE MAJEURE	1 458	2	3	3
BARON	1 155	2	3	3
HAUX	827	1	2	2
LOUPES	775	1	2	2
CAPIAN	712	1	2	2
CURSAN	645	1	2	2
LE POUT	596	1	2	2
SAINT GENES DE LOMBAUD	395	1 non modifiable	1	1 NM
CAMIACT ET SAINT DENIS	362	1 non modifiable	1	1 NM
SAINT LEON	341	1 non modifiable	1	1 NM
VILLENAVE DE RIONS	315	1 non modifiable	1	1 NM
BLESIGNAC	309	1 non modifiable	1	1 NM
MADIRAC	235	1 non modifiable	1	1 NM
TOTAL	16 919	32	39	39

4- Délibération proprement dite

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés,

-DECIDE:

- de fixer à 39 ; le nombre de sièges du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Créonnais
- de retenir l'accord local N° 4 (annexé à la présente délibération)

Votants	9	8+1 pouvoir	Délibération 2019-06-40
Pour	9		
Contre	0		
Abstention	0		

- 2019-06-41 : CONVENTION AVEC LE CENTRE ROUTIER DEPARTEMENTAL DE LA GIRONDE CRD33 – SECURISATION LES FAURES.

Jean Luc Pion demande pourquoi les coussins berlinois ont été retenus, pourquoi n'a-t-on pas choisi une plateforme.

Nathalie Aubin répond que le prix de l'aménagement a déterminé le choix. C'est une solution provisoire, le projet d'aménagement global de l'entrée des Faures n'est pas encore déterminé.

Délibération

Madame La Maire informe les membres du Conseil municipal qu'afin de compléter la demande de subvention au Conseil Départemental pour l'aménagement de la sécurisation de l'entrée Sud des Faures, une convention avec le Centre Routier Départemental est nécessaire.

Madame La Maire demande aux membres du conseil municipal l'autorisation de signer la convention avec le Centre Routier.

Après délibération, les membres du conseil municipal

– Autorisent Mme la Maire à signer la convention avec le Centre Routier pour les travaux de sécurisation des Faures.

Votants	9	8+1 pouvoir	Délibération 2019-06-41
Pour	8		
Contre	1	JL Pion pour JP Landa dont il a le pouvoir	
Abstention	0		

- 2019-06-42 : TRAVAUX DE VOIRIE 2019 : AVENANT AU MARCHE DE TRAVAUX POUR 2019

Nathalie Aubin informe les membres du conseil municipal qu'une partie des travaux routiers ont débuté :

- reprises des voies communales 10 et 11 et curage des fossés (travaux 2018),
- pose d'une grille pour les eaux de pluie sur la RD 239,
- travaux sur la VC 2 route de Millé et du chemin des Fours.

Délibération

Madame La Maire rappelle aux membres du conseil municipal que par délibération 2019-04-26, elle a été autorisée à signer le renouvellement du marché pour les travaux de voirie 2019 estimé à 107 432,77€ HT soit 128 919,32€ TTC .

Après relevés sur site, l'estimation a dû être réajustée à 109 591,67 € HT soit 131 510,00€ TTC.

Madame la maire demande aux membres du conseil de l'autoriser à signer l'avenant au marché voirie pour un montant de 2158.90€ HT soit 2590,68€TTC.

Après délibération les membres du conseil municipal

- valident l'avenant au marché de travaux voirie pour 2019,
- autorisent madame La Maire à signer l'avenant et tous les documents utiles à cette opération.

Votants	9	8+1 pouvoir	Délibération 2019-06-42
Pour	7		
Contre	1	JL Pion pour JP Landa dont il a le pouvoir	
Abstention	1	JL Pion	

- 2019-06-43 : Autorisation donnée à Mme La Maire pour la signature d'avenant au marché pour les travaux de réhabilitation des logements communaux

Dans le cadre des travaux de rénovation du 2 logements communal, quelques travaux et coûts supplémentaires nécessitent des avenants au marché initial.

Délibération

Madame La Maire rappelle que par délibération 2018-10-45, du 11 octobre 2018, les membres du conseil municipal ont validé le choix des entreprises et l'ont autorisé à signer les actes d'engagements avec les entreprises.

Le montant des travaux retenus par lot était de 123 120,33€ HT soit 135 432,36€ TTC répartis en lots résumé dans le tableau ci-dessous :

N°du lot	Désignation	Entreprise	Base HT	Base TTC
01	Charpente couverture Zinguerie	HOSTIN	3 059,89 €	3 365,88 €
02	Plomberie-Sanitaires	MAUNIER	33 626,56 €	36 989,22 €
03	Electricité-CFO-CFA	MAUNIER	10 934,93 €	12 028,42 €
04	Plâtrerie-Doublage-Faux plafonds	ISOMAG	32 344,03 €	35 578,43 €
05	Menuiseries intérieures et extérieures	HOSTIN	14 787,60 €	16 266,36 €
06	Peintures-Revêtements de sols souples	COURBIN	24 825,84 €	27 308,42 €
TOTAL MONTANTS ENTREPRISES			123120,33 €	135 432,36 €

- du coordonnateur sps

	Entreprise	Base HT	Base TTC
Mission SPS	ELYFELEC	1 260,00 €	1 512,00 €

Les actes d'engagements ont été signés et les travaux ont débuté le 3 décembre pour le premier logement inoccupé. Au cours des travaux, des travaux qui n'avaient pas pu être prévus se sont révélés nécessaires entraînant des plus et moins-values sur différents lots.

Par Délibération 2019-03-06 du 14 mars 2019, les membres du conseil municipal ont autorisé Madame La Maire à signer des avenants pour le logement 1 selon le tableau récapitulatif suivant :

N°	Lot	Montant du marché		Moins value	Plus value	Total	
		Hors taxes	T.T.C.	Montant HT	Montant HT	Hors taxes	T.T.C.
1	Charpente couverture	3059,89	3365,88	0	185	3244,89	3569,379
2	Plomberie Chauffage	33626,56	36989,22	0	4320	37946,56	41741,216
3	Electricité	10934,94	12028,42	0	0	10934,94	12028,434
4	Platrerie - faux plafonds	35885,51	39474,06	0	0	37185,51	40904,061
5	Menuiseries int. et ext.	14787,6	16266,36	485	150	14452,6	15897,86
6	Peintures / Sols	24825,84	27308,42	0	0	24825,84	27308,424
Total Général		123120,34	135432,36	485	4655	128590,34	141449,374
					Plus value globale :	4170	5004

Le premier logement étant terminé, les travaux du second logement nécessitent également quelques ajustements entraînant des plus-values :

- branchement gaz et installation d'un système d'aération dans la cuisine : 794€ HT : - changement des radiateurs : 2715€ HT

Madame La Maire précise que les moins-values seront calculées vers la fin du chantier avant le décompte final des entreprises.

Madame La Maire demande aux membres du conseil municipal

- De l'autoriser à signer les avenants aux marchés ainsi présentés.

N°	Lot	Montant du marché		Moins value	Plus value	Total	
		Hors taxes	T.T.C.	Montant HT	Montant HT	Hors taxes	T.T.C.
1	Charpente couverture	3244,89	3569,379	0		3244,89	3569,379
2	Plomberie Chauffage	37946,56	41741,216	0	3509	41455,56	45601,116
3	Electricité	10934,94	12028,434	0	0	10934,94	12028,434
4	Platrerie - faux plafonds	37185,51	40904,061	0	0	37185,51	40904,061
5	Menuiseries int. et ext.	14452,6	15897,86		0	14452,6	15897,86
6	Peintures / Sols	24825,84	27308,424	0	0	24825,84	27308,424
Total Général		128590,34	141449,374	0	3509	132099,34	145309,274
					Plus value globale :	3509	4210,8

Après délibération, les membres du conseil municipal autorisent Madame La maire à signer l'avenant au marché avec l'entreprise Maunier pour un montant HT de 3509€

Votants	9	8+1 pouvoir	Délibération 2019-06-43
Pour	6		
Contre	2	JL Pion pour lui-même et pour JP Landa dont il a le pouvoir	
Abstention	1	F Bouysou	

- 2019-06-44 : LYCEE DE L'ENTRE DEUX MERS – DELIBERATION DE PRINCIPE POUR ADHESION AU FUTUR D'UN SYNDICAT INTERCOMMUNAL

Nathalie Aubin précise qu'il s'agit d'une délibération de principe pour la création d'un syndicat. Elle rappelle qu'elle a présenté le projet lors du dernier conseil municipal.

La Région Nouvelle Aquitaine finance l'ensemble des bâtiments. Il reste à la charge le financement du foncier et des VRD.

Jean Luc pion demande le coût pour la commune. Nathalie Aubin répond que cela dépendra du nombre de collectivités qui s'engageront à financer ce projet utile pour tous nos jeunes et très important pour le territoire, d'où la proposition de création d'un syndicat.

Jean-Luc Pion s'abstient car il n'a pas une vision assez claire des choses.

Délibération

Madame la Maire

- Rappelle que le Conseil Régional Nouvelle Aquitaine a inscrit dans son PPI une enveloppe budgétaire de 63 millions d'euros pour le lycée de l'Entre Deux Mers. La rentrée effective des élèves est programmée pour septembre 2022.

- 1 939 élèves dont 150 internes sont attendus au final avec probablement des rentrées échelonnées dans le temps.

- Structure pédagogique : enseignement général, technologique, technique et supérieur.

Expose que pour proposer à proximité de leur commune un tel établissement scolaire, considérant l'intérêt général et la qualité de vie améliorée pour les lycéens, les communes envisagent de créer un syndicat intercommunal

- l'acquisition à la demande du Conseil Régional Nouvelle Aquitaine des terrains nécessaires au lycée
- la viabilisation des terrains nécessaires au lycée et aux équipements sportifs et les participations, le cas échéant, aux différents coûts induits
- l'aménagement d'aires de stationnement nécessaires au lycée et à l'accès aux équipements sportifs et leur entretien
- les aménagements des abords du lycée depuis la RD 14 nécessités par l'implantation du lycée et leur entretien
- la création d'un cheminement doux allant de la voie communale dénommée rue Régano à CREON au lycée (dans l'emprise du foncier du foncier qui sera rétrocédé au CRNA) et son entretien

- rappelle que selon les termes de l'article L5212-1 du Code général des collectivités territoriales, le syndicat de communes est un établissement public de coopération intercommunale sans fiscalité propre, associant des communes en vue d'œuvres ou de services d'intérêt intercommunal.
- Précise que plusieurs réunions de débats et de discussions ont permis de définir les contours de cette nouvelle structure
- Présente à titre informatif le document de travail « projet de statuts de ce syndicat intercommunal du lycée de l'Entre Deux Mers » joint à cette délibération
- Expose les grands points de ces statuts :

Objet :

- l'acquisition à la demande du Conseil Régional Nouvelle Aquitaine des terrains nécessaires au lycée
- la viabilisation des terrains nécessaires au lycée et aux équipements sportifs et les participations, le cas échéant, aux différents coûts induits
- l'aménagement d'aires de stationnement nécessaires au lycée et à l'accès aux équipements sportifs et leur entretien
- les aménagements des abords du lycée depuis la RD 14 nécessités par l'implantation du lycée et leur entretien
- la création d'un cheminement doux allant de la voie communale dénommée rue Régano à CREON au lycée et son entretien (dans l'emprise du foncier du foncier qui sera rétrocédé au CRNA)

Siège : Le siège du syndicat est fixé à la mairie de Créon, 50 Place de la Prévôté 33670 Créon.

Durée : Le syndicat est institué pour une durée indéterminée.

Comité syndical : Chaque Commune est représentée par un délégué titulaire, deux délégués titulaires pour les communes de 2 500 habitants et plus.

Chaque titulaire dispose d'un délégué suppléant.

Contribution des communes aux dépenses du syndicat est déterminée, déduction faite des subventions obtenues :

- en fonction de la moyenne entre la population totale de chaque commune telle qu'elle résulte du dernier recensement général ou complémentaire dûment homologué et le potentiel financier de chaque commune de l'année précédente, pondérée par l'application d'un critère lié à la distance entre la commune de résidence et la Commune de Créon

- Précise que conformément à l'article L5212-2 du Code général des collectivités territoriales, un syndicat de communes est créé par un arrêté préfectoral à la vue des délibérations concordantes de l'ensemble des conseils municipaux

- Invite donc le Conseil Municipal à se prononcer sur un accord de principe d'adhésion au futur syndicat intercommunal du lycée de l'Entre Deux Mers

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à la majorité des membres présents ou représentés

Après avoir entendu l'exposé de Madame la Maire

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 5111-1, 5111-2 et 5111-5 et suivants, L5212.1 et suivants

Vu le projet de statuts

APPROUVE le principe d'adhérer au futur syndicat intercommunal du lycée de l'Entre Deux Mers

DONNE tous pouvoirs à Madame la Maire, ou à son représentant, pour signer les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

CHARGE Madame La Maire de faire parvenir cet extrait de délibération à Mme la Présidente de la Communauté de Communes du Créonnais

INFORME que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

votants	9	8+1 pouvoir	Délibération 2019-06-44
Pour	7		
Contre	0		
Abstention	2	JL Pion pour lui-même et pour JP Landa dont il a le pouvoir	

- 2019-06-45 : Convention de servitude de passage d'une canalisation sur le chemin rural de Lagasse

Romain Billot explique que le système d'assainissement autonome actuel de cet administré n'est pas aux normes. Le propriétaire n'a pas un terrain suffisant pour permettre la remise en conformité. Il a donc acheté une partie de terrain du voisin. Pour accéder à ce terrain, il est nécessaire de faire passer une canalisation via le chemin communal. Il précise que la canalisation traversant le chemin communal devra être solide, suffisamment enfouie et pleine.

Délibération

Madame, la Maire informe les membres du conseil municipal de la demande de Monsieur ARCIUOLO, domicilié à Lagasse concernant la mise aux normes de son assainissement individuel. Après diverses études, la solution lui permettant de mettre en conformité son assainissement nécessite le passage d'une canalisation traversant le chemin rural de Lagasse pour accéder à une parcelle jouxtant le chemin.

Madame La Maire

- demande l'accord des membres du conseil pour l'autoriser à signer une convention de servitude.

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de Mme La Maire

- autorise Mme La Maire à signer le projet de convention annexé à la présente délibération.

-charge Mme La Maire des formalités afférentes à la bonne exécution de ce dossier et de signer tous documents

- 2019-06-46 : ADHESION à L'Amicale des Maires de France (AMF):

Madame La Maire rappelle aux membres du conseil municipal que l'Association des Maires de France et des Présidents d'Intercommunalité (AMF) accompagne et soutient ses adhérents dans l'exercice de leur mandat. Force de proposition et de représentation auprès des pouvoirs publics nationaux, communautaires et internationaux, l'Association assure également une fonction de conseil, de formation et d'information permanente et d'aide à la décision auprès de ses adhérents.

Tout Maire, et tout Président d'Intercommunalité en exercice dans les départements et territoires français de métropole et d'outre-mer, peuvent adhérer à l'AMF quelle que soit l'appartenance politique ou la taille de la commune ou de l'EPCI.

La cotisation est votée chaque année par l'assemblée générale du Congrès des maires de France et des présidents d'intercommunalité.

Le Maire ou le Président de groupement verse sa cotisation à l'AMF directement ou par l'intermédiaire des

Votants	9	8+1 pouvoir	Délibération 2019-06-45
Pour	9		
Contre	0		
Abstention	0		

associations départementales de maires lorsque celles-ci se chargent du recouvrement.

La cotisation à l'AMF est soumise à délibération du conseil municipal ou du conseil du groupement intercommunal.

Elle diffère selon la strate démographique de la commune et est fixée chaque année par l'AMF. Le Taux des cotisations pour les communes de plus de 600 habitants pour l'année 2019 est de 0,1591€ par habitant soit pour la commune de Haux : $0,1591 \times 844 = 134,28\text{€}$

Madame La Maire demande aux membres du conseil municipal l'autorisation d'adhérer à l'Association AMF et à verser la cotisation annuelle correspondante.

Après délibération, les membres du conseil municipal autorisent Madame La Maire à adhérer à l'AMF et à verser la cotisation annuelle.

Votants	9	8+1 pouvoir	Délibération 2019-06-46
Pour	9		
Contre	0		
Abstention	0		

- 2019-06-47 : Travaux d'éclairage public 2019 et demande d'aide financière auprès du Syndicat Départemental d'énergie électrique de la Gironde

Madame La Maire précise qu'à la différence des autres subventions, le montant attribué de l'aide est soustrait du montant des travaux que nous refacture le Sdeeg.

Il est précisé que les horaires des éclairages publics peuvent être programmés selon le secteur ou à l'occasion de manifestations spécifiques. La seule nécessité est que le réseau soit raccordé à une horloge.

Délibération

Mme La Maire rappelle aux membres du conseil municipal que la municipalité a souhaité mettre en place un programme d'investissement afin de réduire les consommations d'énergies liées à l'éclairage public pour le remplacement des points lumineux (par des points Leds consommant 69W au lieu de 150W actuellement. La somme de 7 754€ a été prévue au budget 2019.

Mme La Maire présente la proposition du Sdeeg pour la tranche 2019 de l'éclairage public (commande école et rénovation des foyers 5, et 88 à 92) d'un montant de 6 734,94 € HT soit 8 553,38 € TTC pour les travaux et 471,45€ de maîtrise d'œuvre du Sdeeg.

Mme La Maire demande aux membres du conseil municipal de l'autoriser

- à valider la tranche 2019 de 6734,94€ HT (8 553,38€) pour les travaux et 471,45€ pour la maîtrise d'œuvre assurée par le Sdeeg.
- à solliciter la demande de subvention auprès du Sdeeg pour la tranche 2019 (20% du montant de la dépense HT) soit 1 346,99€ qui sera déduite du montant des travaux.
- à signer tous les documents nécessaires à l'engagement des dépenses et à la demande de subvention liés à cette opération.

Après délibération, les membres du conseil municipal.

- autorisent le lancement des travaux d'éclairage public d'un montant de 9 024,83 € TTC avec maîtrise d'œuvre du Sdeeg comprise soit 7 677,84€ restant à charge de la commune.
- Autorisent Mme la Maire à solliciter la demande de subvention auprès du Sdeeg pour la tranche 2019 (20% de 8 553,38 € soit 1 346, 99€).
- Autorisent Mme La Maire à signer tous les documents nécessaires à l'engagement des dépenses et à la demande de subvention liés à cette opération.

Votants	9	8+1 pouvoir	Délibération 2019-06-47
Pour	9		
Contre	0		
Abstention	0		

Elle ajoute que la fiche de poste sera légèrement modifiée pour ajouter une partie communication en sus de l'appui administratif.

L'ordre du jour étant épuisé, Mme La Maire déclare la séance close à 19 heures

AUBIN Nathalie 	LANDA Jean-Paul Pouvoir JL Pion 	GODFROY Roger 	DULEAU Jean-Michel 	
BILLOT Romain 	BOUYOU Laure Absente	BOUYSSOU Francis 		
PION Jean-Luc 	VIGNAUD Camille Absente	ZEKRYTY Nadia 	FOSSAT Hugnette 	